



ACTEUR SOCIAL & FAMILIAL

Réunion d'information Financement de la formation
professionnelle - ALISFA
Semaine du 8 au 12 février 2021

Sommaire

1. Trois acteurs clés de la formation professionnelle
2. Les dispositifs de financement de la formation professionnelle et leurs modalités de mise en œuvre
- A. A l'initiative de l'employeur : je souhaite former ou accompagner mes salariées dans leur montée en compétences
 - Je souhaite former un ou plusieurs salarié.e.s sur une formation courte (moins de 70h) / Former l'équipe en Intra
 - Je souhaite mettre en place une formation collective avec plusieurs structures
 - Je souhaite former un.e salarié.e sur une formation longue et diplômante
- B. A l'initiative de l'employeur : je souhaite recruter
 - Je souhaite recruter un.e alternant.e
- C. A l'initiative de l'employeur : je souhaite informer les salarié.e.s sur leurs droits
 - J'informe les salarié.e.s sur leurs droits à la formation

1.

Trois acteurs clés de la formation professionnelle

Trois acteurs clés

France Compétences

Un nouvel établissement public quadripartite : *Etat, régions, organisations patronales et syndicales*

Missions : **Financement, régulation et contrôle, évaluation et capitalisation**

Opérateurs de compétences - OPCO

Transformation des OPCA en opérateurs de compétences organisés en filières.

Missions :

- **Financer les contrats de professionnalisation et d'apprentissage** selon les conditions de prise en charge définies par les branches professionnelles.
- **Appuyer techniquement les branches** (GPEC, certification professionnelle)
- **Renforcer l'accompagnement des TPE/PME** (moins de 50 salariés)
- **Promouvoir l'AFEST et la FOAD**

Les opérateurs de compétences continuent de collecter la contribution formation des employeurs, jusqu'au 31/12/2021

A compter de 2022 (au lieu de 2021), la contribution formation des employeurs sera versée directement à l'URSSAF.

Les Branches professionnelles

Notre Branche professionnelle ALISFA a choisi l'opérateur de compétences **«cohésion sociale»** construit autour d'**Uninformation**.

La Branche est composée d'un collège salarié et d'un collège employeurs (Elisfa). Les **Commissions Emploi-Formation, Santé-Prévoyance et de Négociation et Interprétation** sont toutes paritaires.



2.

Les dispositifs de financement de la formation professionnelle et leurs modalités de mise en œuvre

Les fonds de la formation

Toutes les infos sur [le site de la CPNEF](#)

Les fonds légaux - « plan de développement des compétences »

Réservé aux structures de - de 50 salarié.e.s

C'est un fond basé sur un système de **solidarité**: toutes les structures (TPE, PME, GE et TGE) cotisent mais les fonds sont **réservés uniquement aux structures de – de 50**.

Sur ces fonds vous avez droit en 2021 :

- 4 DAF
- Des Action collective Interbranches (ACT FIES)
- Des fonds sur des thématiques ciblées (illettrisme, CléA, AFEST...)

Les fonds conventionnelles - ALISFA

Ouvert à toutes les structures de – ou + de 50 salarié.e.s

Depuis 2019 il n'y a plus de budget alloué par structure, mais une **enveloppe mutualisée**.

Sur ces fonds vous avez droit en 2021:



- DAF
- Action collectives territoriale ALISFA
- Des fonds pour des besoins ciblés (analyse de la pratiques, conférences, projets innovants, prépa aux concours)

Les fonds pour les formations longues inscrites au RNCP ou reconnues par accord de Branche



Montée en compétences des salarié.e.s : CPF, VAE, Fonds formations certifiantes (ALISFA), La Pro –A

Recrutement via l'alternance : Contrat d'apprentissage et contrat de professionnalisation

- **Prévenir Uniformation de tout changement** concernant les formations avec accord de prise en charge (annulation, report, changement de stagiaire inscrit....) écrire à : paysdelaloire@uniformation.fr / la **CPNEF** : cpnef@cpnef.com
- **Lorsqu'une formation dure plus d'un mois, vous devez confirmer**, après réception d'un message sur votre « messagerie espace Uniformation » **que la formation a bien débutée et qu'elle se poursuit. Cela veut dire qu'il faut vérifier par vous-même régulièrement votre espace adhérent Uniformation.**
- La procédure pour déposer une DAF via [ce lien](#)
- Les articles sur la formation et la Branche : <https://paysdelaloire.centres-sociaux.fr/category/formation/>



A - A l'initiative de l'employeur : je souhaite former
ou accompagner les salarié.e.s dans leur montée
en compétences



Je souhaite former un ou plusieurs salarié.e.s de
ma structure sur une formation courte ou former
l'équipe en Intra

Je souhaite former un ou plusieurs salarié.e.s de ma structure sur une formation courte ou former en intra

Demande d'Aide Financière DAF– Fonds légaux
Réservée aux structures de – de 50 salariés (sous réserve de fonds disponibles)

DAF de 1 à 4 stagiaires

Coût pédagogique (<70h)= 50 euros TTC / h / stagiaire

Prise en charge des frais annexes (barème OPCO) et des coûts pédagogiques dans la limite de 3000 euros par demande.

Pour une journée de 7h de formation : max 350 euros TTC / jour / stagiaire

DAF de 5 stagiaires et +

Coût pédagogique = 1800 euros TTC / jour dans la limite de 3000 euros par demande.

Vigilance : Chaque structure est **limitée à 4 DAF « légales »**.

Nouveau : Pour les **structures de – de 11 salarié.e.s**, **prise en charge forfaitaire de la rémunération à 13 euros / h**, sans obligation de remplacement. Ce forfait est en dehors du barème des 3000 euros.

Demande d'Aide Financière DAF– Fonds conventionnels ALISFA (sous réserve de fonds disponibles)

DAF de 1 à 4 stagiaires

Coût pédagogique (<70h)= 50 euros TTC / h / stagiaire

Prise en charge des frais annexes (barème OPCO) et des coûts pédagogiques dans la **limite de 3000 euros** par demande.

Pour une journée de 7h de formation : max 350 TTC / jour / stagiaire.

DAF de 5 stagiaires et +

Coût pédagogique = 1500 euros TTC / jour dans la limite de 6 jours par demande.

Prise en charge des frais de déplacement

Chaque structure « pioche » dans l'enveloppe mutualisée, jusqu'à épuisement des fonds alloués par la Branche.

Je souhaite former un ou plusieurs salarié.e.s de ma structure sur une formation courte en intra

Analyse de la pratique professionnelle

Public concerné :

Toutes structures (de la convention ALISFA)

- quel que soit l'effectif ETP
- n'ayant pas bénéficié d'un financement APP en 2019 et en 2020

Actions éligibles :

- Le **prestataire externe doit disposer d'un numéro de déclaration d'activité** en cours de validité et être **référéncé Datadock**

Financement / double limite (pas de prise en charge des frais annexes) :

- 1200€ TTC /an (structures de - 50 ETP) - 2500€ TTC /an (structures de + 50 ETP)
- 200 euros TTC / jour / salarié.e

Procédure :

- Demande préalable à la CPNEF au minimum 2 mois avant le démarrage de l'action
- Confirmation (ou pas) de la prise en charge de l'action par la CPNEF/CTP
- La demande de remboursement doit être renvoyée dans les deux mois qui suivent la fin de l'action et pour les formations se terminant en décembre au plus tard le 31 janvier 2021.

Lien pour télécharger le dossier : <http://www.cpnef.com/index.php/financements/financements-exceptionnels-2020/actions-d-analyse-des-pratiques-professionnelles-2020.html>

Je souhaite former un ou plusieurs salarié.e.s de ma structure sur une formation courte

Colloques et Conférences

Principe :

- Actions d'information collectives avec grand nombre de participants
- La participation aux assemblées générales des associations, fédérations ou syndicats ne sont pas éligibles à ce financement
- Toutes thématiques
- Pour salariés et bénévoles

Financement :

- **Seuls les coûts d'inscription sont pris en charge:**

200€/jour/stagiaire

Pour les bénévoles : limité à 6 journées bénévole/an/structure.

Procédure :

- L'employeur adresse directement à la CPNEF une demande de remboursement, accompagnée des pièces justificatives.
- La demande est examinée en Comité technique paritaire
- La demande de remboursement **doit être renvoyée dans les trois mois qui suivent l'action** et pour les colloques se terminant en décembre au plus tard le 31 janvier 2022.

Aucune demande préalable n'est nécessaire.

Il est de votre responsabilité de vérifier si l'action que vous engagez correspond bien aux conditions de prise en charge. (Appelez le secrétariat de la CPNEF si un doute subsiste avant engagement)

Je souhaite former un ou plusieurs salarié.e.s de ma structure sur une formation courte

Préparation aux concours

Principes :

La préparation aux concours : préparation aux épreuves d'entrée en institut de formation

- Pour toutes les formations
- Tous salariés
- Période de réalisation : 2021

Financement :

- Coûts pédagogiques : plafond de 3000 € max (sur justificatif)

Démarche

- Saisir sur votre espace privé Uniformation une DAF au minimum 1 mois avant le départ en formation.

Je souhaite former un ou plusieurs salarié.e.s de ma structure sur une formation innovante en Inter / intra

Projets innovants

Principe :

Projet de formation présentant un caractère innovant ou expérimental visant notamment le développement, le renforcement des compétences, ou l'acquisition d'une qualification, ...

– **Toutes les structures :**

- > Intra-association (une seule structure/association)
- > Inter-association (réunissant plusieurs structures)

– **Tous salariés et bénévoles** (dirigeants ou non). Avec majorité de salariés

– **Toutes thématiques** de formation

Financement :

Selon examen du dossier, la prise en charge financière de la CPNEF peut porter sur :

- Les coûts pédagogiques
- Les frais annexes (transport, hébergement, restauration)
- Les frais de rémunération

Démarche :

-Formulaire de demande préalable à envoyer 2 mois avant le démarrage de l'action à la CPNEF

Je souhaite former un ou plusieurs salarié.e.s de ma structure sur une formation courte ou former en intra

Dispositif de formation modulaire « accompagner la reprise d'activité (DAF ou ACT) Fonds conventionnels ALISFA (sous réserve de fonds disponibles)

Objectifs :

Dispositif de formation modulaire visant à accompagner l'activité des structures de la branche dans le contexte de crise sanitaire liée au Covid-19

Ce sont 4 modules de formation à suivre en totalité suivis ou au choix (2 jours max par module) :

module 1 : Accompagnement collectif des salariés

module 2 : Accompagner les responsables /directeurs / dirigeants associatif à la reprise d'activité après la crise sanitaire (préparer, animer et suivre la reprise d'activité)

module 3 : Être prêt à accueillir les publics

module 4 : Capitaliser sur l'expérience de la gestion de la crise

- 8 jours maximum pour les structures de moins de 11 salariés
- 16 jours maximum pour les structures de plus de 11 salariés (possibilité de programmer 2 fois un module de formation)

Publics: Salarié.e.s et bénévoles (dirigeants ou non)

Prise en charge :

Coût pédagogique / groupe (ACT): 1 500 € maxi par jour + frais de déplacement barème OPCO

- Max 2 jours/module de formation pour les - de 11 salariés
- Maxi 4 jours/module pour les structures de plus de 11 salariés

Coût pédagogique / action individuelle (DAF) : 300 € maxi/par jour + frais de déplacement barème OPCO

Ne pas hésiter à se rapprocher de la RR pour vous mettre en relation avec les OF proposant des formations aux différents modules



Je souhaite mettre en place une action collective
sur mon territoire (2 structures différentes minimum)

Je souhaite former les salarié.e.s via une Action Collective

Action collective – Fonds légaux

Réservée aux structures de – de 50 salariés (sous réserve de fonds disponibles)

AC interbranches (au moins 2 branches pro différentes / adhérentes à Uniformation)

Coût pédagogique = 1800 euros / jour

Nécessité de former **un groupe 5 personnes minimum (2 structures minimum)**, avec une majorité de salarié.e.s (bénévoles administrateurs possible dans le groupe)

Vigilance : Pas de prise en charge des frais annexes

Action collective - Fonds conventionnels

Structures ALISFA (sous réserve de fonds disponibles)

ACT ALISFA

Coût pédagogique = 1500 euros / jour / max 6 jours



Nécessité de former **un groupe 8 personnes minimum (2 structures minimum)**, avec une majorité de salarié.e.s (bénévoles possible dans le groupe)

Toutes thématiques de formation hors obligation de sécurité et santé au travail de l'employeur et actions de DPC.

A l'initiative de plusieurs structures, des Référents en Régions, et Délégations Régionales Uniformation.

Nouveau : Prise en charge des frais de déplacement

Démarche : Solliciter la RR ou télécharger le formulaire de demande sur le site de la CPNEF



3- Je souhaite former / accompagner un.e salarié.e
sur une formation longue qualifiante / diplômante

Je souhaite former un.e salarié.e sur une formation longue qualifiante / certifiante via La PRO-A

Le contrat PRO-A

Remplace et diffère de l'ancien dispositif « La période de pro ».

- **Objectifs** : Faciliter la reconversion ou la promotion professionnelle via une formation en alternance
- **Public** : salarié en CDI / CUI CDI **dont la qualification est égale ou inférieure au niveau 5 (Bac + 2)** / temps partiel ou complet
- **Formations éligibles** : Certification professionnelles définies dans l'accord de branche à retrouver [ici](#)

Egalement les Certificats cléA et cléA numériques et la VAE pour les certifications définies dans l'accord de branche

- **Durée** : de 6 à 24 mois / 36 mois pour les jeunes de 16 à 25 ans révolus non diplômés du secondaire ou enseignement technologique ou professionnel

Le temps de formation doit être compris entre 15% et 50% de la durée du contrat

- **Prise en charge** via l'OPCO et par accord de Branche sur **la base de 15 euros / heure**

Nouveau : sur **la base de 13 euros / heure** (heures théoriques en centre)

Pour les certifications de niveau 1 à 3 : Remboursement de la rémunération du **salarié formé** + Remboursement de la rémunération du **remplaçant** sur justificatifs

Pour les certifications de niveau 4 à 6 Remboursement de la rémunération du **remplaçant** sur justificatifs

Le contrat PRO-A

- **Démarche** : Demande de prise en charge à effectuer sur l'espace privé adhérent Uniformation, au minimum 1 mois avant le début de l'action
- **Un tuteur** est obligatoirement nommé

Vigilance :

Pour les formations de plus de 24 mois, il est nécessaire de débiter la formation via le dispositif « formations certifiantes » et ensuite faire une demande de Pro-A pour l'obtention de la certification.

Attention : Toute Pro-A doit être formalisée par la conclusion d'un avenant au contrat de travail du salarié concerné, **précisant notamment la durée, l'objet de l'action de formation envisagée et les modalités de départ en formation** (l'avenant est produit lors de la saisie en ligne)

Je souhaite former un.e salarié.e sur une formation longue qualifiante / certifiante via La DAF « formations certifiantes »

La DAF « formations certifiantes » (sous réserve de fonds disponibles)

- **Objectifs** : faciliter la promotion professionnelle

Attention : Ce dispositif est réservé aux projets de formation ne pouvant être financés par la Pro-A (la Pro-A est le dispositif prioritaire lorsque celui-ci est possible)

- **Public** : salarié.e en CDI
- **Formations éligibles** : Certification professionnelles inscrites au RNCP / enregistrées au répertoire spécifique / CQP et CQPI
- **Durée** : pour les formations de égales ou supérieure à 70h
- **Prise en charge** via une DAF sur la base de **15 euros / heure (heures théoriques en centre de formation)**
→ Le dossier doit passer en commission technique paritaire (voir dates en fin de document)

Nouveau : sur la base de **13 euros / heure (heures théoriques en centre)**

Pour les certifications de niveau 1 à 3 : Remboursement de la rémunération du **salarié formé** + Remboursement de la rémunération du **remplaçant** sur justificatifs

Pour les certifications de niveau 4 à 6 Remboursement de la rémunération du **remplaçant** sur justificatifs

Je souhaite accompagner un.e salarié.e sur une formation longue qualifiante et diplômante via une VAE

VAE - Objectifs

Les actions de validation des acquis de l'expérience permettent de **faire valider les acquis de leur expérience en vue de l'acquisition d'un diplôme, d'un titre à finalité professionnelle ou d'un certificat de qualification enregistré dans le Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP)**

Publics concernés : Toute personne, qui **justifie d'au moins un an d'expérience en rapport direct avec la certification visée** (diplôme, titre...)

Site national d'information : <http://www.vae.gouv.fr>

VAE - Étapes de la démarche

- 1 - Choix de la certification
- 2 - Retrait du dossier et dépôt de la candidature
- 3 - Rédaction du dossier de validation
- 4 - Passage devant le jury

Les organismes de formation

Des centres de formation habilités pour la certification accompagnent les démarches de VAE

Financement par l'employeur

La VAE peut être financée par l'Opco dans le cadre des fonds réservés au Plan de Développement des Compétences ou des fonds conventionnels

VAE – Prise en charge financière

Prise en charge dans **la double limite de 24h** (ou 72h si la formation visée est de niveau 3) à **56€HT/H ou 67,20€TTC/H**

Nouveau : Jusqu'au 30 juin 2021 (

→ **prise en charge de 3000€** par dossier couvrant forfaitairement les frais suivants :

- ─ Les frais de positionnement du bénéficiaire
- ─ L'accompagnement à la constitution des dossiers de recevabilité
- ─ La préparation au jury de validation
- ─ Les frais afférents aux jurys
- ─ Les frais annexes du stagiaire

La rémunération du stagiaire est exclue de ce financement

VAE – Démarche

À effectuer sur l'espace privé adhérent Uniformalion



B - A l'initiative de l'employeur : je souhaite recruter

Je souhaite recruter un.e alternant.e

L'ALTERNANCE

C'est une montée en compétence combinant l'acquisition de :

- Savoirs généraux, professionnels ou techniques dispensés dans un centre de formation.
- La pratique d'activité(s) professionnelle(s) en entreprise en lien avec la qualification visée.

L'alternance entre dans le champ de la formation continue.

On y retrouve deux dispositifs de recrutement:

- *l'apprentissage*
- *le contrat de professionnalisation*

Former en alternance – [site d'Uniformalion](#)

Je souhaite recruter un.e alternant.e

Le contrat d'apprentissage

Objectif: favoriser l'insertion ou la réinsertion professionnelle des jeunes par l'obtention d'un diplôme ou d'un titre à finalité professionnelle enregistré au RNCP

- **Financement des CFA au « contrat »**, les niveaux de prise en charge sont déterminés par les Branches professionnelles et validé par France Compétences (diplôme cœur de métiers)
- **Public**: de **16 à 29 ans** (porté à 35 sous conditions) / sans limite d'âge pour les travailleurs handicapés + créateurs.trices d'entreprise
- **Contrat de 6 mois à 3 ans** - CDD ou CDI
- Rémunération entre **27% et 100% du SMIC**
- Un **maître d'apprentissage** est obligatoirement désigné (2 apprentis max / MA)
- **Aide à la fonction de MA : 230 euros / mois / 12 mois max**
- **Formation MA : 15 euros / h / max 40h**
- Une **aide employeur unique**: **4125 euros la 1ère année, 2000 euros la 2ème, 1200 euros la 3ème.** (Condition: préparer un diplôme de niveau 4 maximum)
- **Infos sur le site d'Uniformalion** : [le contrat d'apprentissage](#)
- Un **espace de saisie du CERFA** est proposé sur l'espace privé adhérent Uniformalion

À noter : Un.e salarié.e en CDI peut faire un contrat d'apprentissage chez son employeur (suspension du contrat en CDI pour un contrat d'apprentissage) sous réserve de respecter les critères d'éligibilité).

Nouveau : Une aide exceptionnelle pour l'embauche d'apprenti.e pour tous niveaux (jusqu'au Master)

- 5 000 euros pour les apprentis mineurs /
- 8 000 euros pour les apprentis majeurs lors de la première année de contrat.

Aide ouverte du 1^{er} juillet 2020 au 28 février 2021, **se substituant à l'actuelle aide unique** .

[Article](#) qui résume tout.

Je souhaite recruter un.e alternant.e

Le contrat de professionnalisation

Objectif: acquisition d'une qualification professionnelle nécessaire à l'exercice d'un métier et répondant à un besoin de recrutement immédiat

- **Public:** de **16 à 25 ans** / **Demandeur emploi 26 et +** / **Bénéficiaire RAS, ASS; AAH ou CUI.**
- **Diplôme ou titre** inscrit au **RNCP** / **listé sur une convention collective nationale** / **CQP CQPI**
- **Contrat** de **6 mois à 24 mois** - CDD ou CDI
- Rémunération entre **55% et 100% du SMIC**
- Un **tuteur** est obligatoirement nommé
- **Aide à la fonction de tuteur** : **230 euros / mois / 6 mois max** (tuteur de 45 ans et +, l'aide est de 345 euros / mois)
- **Prise en charge** via l'OPCO sur la base de **18 euros / h**
- **Infos sur le site d'Uniformalion** : [le contrat de professionnalisation](#)
- **Démarche** : à effectuer sur l'espace privé adhérent Uniformalion au minimum 1 mois avant le début de l'action de formation.



Nouveau : Une aide exceptionnelle pour l'embauche d'un.e alternant.e pour tous niveaux (jusqu'au Master)

- 5 000 euros pour les apprentis mineurs /
- 8 000 euros pour les apprentis majeurs lors de la première année de contrat.

Aide ouverte du 1^{er} juillet 2020 au 28 février 2021

Jusqu'à la fin décembre 2021 expérimentation : contrat de professionnalisation *ni certifiant ni qualifiant*.

Ce [contrat de professionnalisation expérimental](#) doit permettre aux personnes, de disposer d'une formation sur mesure, plus adaptée à leurs besoins, et aux entreprises d'embaucher d'emblée un salarié qui sera formé au plus près des besoins réels.



C - A l'initiative de l'employeur : j'informe les salarié.e.s sur leur droits

Les droits des salarié.e.s : Conseil en évolution professionnelle (CEP)



Vous vous questionnez sur l'orientation, la formation, les conditions de financement

Vous souhaitez rencontrer un Conseiller en Evolution Professionnelle ?

Le CEP vous donne **droit à l'accompagnement**, pour tous, dans toutes les régions, tout au long de sa vie professionnelle

L'objectif est de **favoriser l'évolution et la sécurisation de son parcours professionnel**

Gratuit et accessible à tout actif, quel que soit son statut

InfoCEP – [lien direct sur le site](#)

Pays de Loire : 0800 949 149 (service et appel gratuits)

N'hésitez pas à communiquer ces infos à tous salarié.e.s souhaitant s'informer sur une évolution professionnelle.

Les droits des salarié.e.s : le compte personnel de formation (CPF)

1 ère nouveauté : **monétisation du CPF**

- **500 euros / an**
- **800 euros / an** pour les personnes niveau 3 et Infra

2 ème nouveauté : **Les modalités d'alimentation**

- Salarié.e à mi-temps ou plus = intégralité du versement annuel
- Salarié.e inférieur à mi-temps et CDD = proratisation selon temps de travail

3 ème nouveauté : **Les actions éligibles**

- **Formation visant un diplôme**, titre à finalité professionnelle, certificat de qualification professionnelle (CQP) ou bloc de compétences, inscrits au Répertoire National des Certifications Professionnelles (**RNCP**)
- **Certification ou habilitation** enregistrée dans un nouveau « répertoire spécifique des certifications et habilitations » (**RSCH**)
- **Bilan de compétences, action de validation des acquis de l'expérience (VAE), préparation aux permis B et poids lourd, action d'accompagnement et de conseil** destinée aux créateurs ou repreneurs d'entreprises ou action liée à l'exercice de **missions de bénévolat ou de volontariat**

4 ème nouveauté : **nouvelle gestion**

- Une gestion confiée à la Caisse des dépôts et des consignations (à l'exception du CPF de transition professionnelle).

- Une application

<https://www.moncompteformation.gouv.fr/>

5 ème nouveauté : **modalités de mobilisation**

- En **autonomie** par le salarié
- En **co-construction** entre l'employeur et le salarié
- Avec les Associations de Transition Pro en cas de **transition professionnelle**

Modalités de départ en formation

Lorsque la formation se fait en dehors du temps de travail et en autonomie

Pas d'accord de l'employeur - le salarié gère la mobilisation de son CPF « autonome » via l'application mobile

Si formation sur le temps de travail et en accord avec l'employeur:

« CPF de Transition professionnelle »

Vos contacts en région

Contact Référent Régional ALISFA - Pays de la Loire

Anne DELIERE
Référent régional CPNEF ALISFA –
8 avenue des Thébaudières
44800 St Herblain

06 71 74 91 40
rr.paysdeloire@gmail.com

Calendrier 2021 du CTP (pour l'étude
des demandes d'APP, projets
innovants, DAF « certifiante »)

- **Jeudi 22 avril**
- **Jeudi 10 juin**
- **Mercredi 20 juillet**
- **Vendredi 24 septembre**
- **Lundi 8 novembre**
- **Mardi 14 décembre**

Contacts Uniformation Pays de la Loire

(49) **Hélène Reverdy** - hreverdy@uniformation.fr
(53+72 + Nantes) **Vincent Favrelière** – vfavreliere@uniformation.fr
(Sud 44 + 85) **Julie Pitié** – jpitie@uniformation.fr
(Nord 44 + Nantes) **Astrid Launay**– alaunay@uniformation.fr

paysdelaloire@uniformation.fr
09 69 32 79 79